



Guinée Le ras-le-bol d'un peuple réduit à la misère

Communiqué, le 25 janvier 2007

Le 10 janvier 2007 l'intersyndicale réunissant la confédération nationale des travailleurs guinéens (CNTG) et l'Union syndicale des travailleurs de Guinée (USTG) a déclenché une grève générale, la 3^{ème} en un an.

Les revendications portent sur la baisse du prix des produits de base, la hausse des salaires, la lutte contre la corruption. Les syndicats demandent aussi la formation d'un gouvernement d'union nationale, estimant que l'actuel président Lansana Conté n'a plus la faculté de gouverner, du fait de son état physique et mental. Il a montré son mépris de la justice guinéenne en allant en personne, en décembre 2006, libérer son ami le milliardaire Mamadou Sylla arrêté deux semaines auparavant et mis en détention sous l'inculpation de corruption.

15 jours après le début de la grève, la répression qui a répondu au mouvement populaire a déjà fait au moins une trentaine de morts. Les responsables de la CNTG, Brahima Fofana, et de la CNRG, Hadja Rabiadou Serah Diallo, ainsi que sept autres dirigeants syndicaux, ont été arrêtés, après avoir été menacés de mort par Lansana Conté lui-même, en guise de dialogue. Les tirs sur la foule et les arrestations sont le fait de la garde présidentielle, où sévit le propre fils de Lansana Conté, le capitaine Ousmane Conté, qui s'est distingué dans la répression.

La situation de la Guinée est la conséquence de 23 ans de pouvoir despotique et prédateur exercé par le président Lansana Conté. Le colonel Lansana Conté est arrivé au pouvoir en avril 1984, par un coup d'État militaire. Avant de faire carrière dans l'armée guinéenne il avait participé, comme sergent dans l'armée française, à la guerre d'Algérie. Après l'instauration du multipartisme dans les années 90, il a remporté par la fraude les élections de 1993 et de 1998, provoquant la réprobation de l'opinion internationale, mais félicité par l'ambassadeur de France. Il a ensuite fait ratifier par referendum le droit d'exercer un nombre illimité de mandats.

Malgré ces abus, une corruption galopante, l'emprisonnement d'opposants, tel Alpha Condé, candidat à l'élection présidentielle, détenu pendant deux ans, le général Lansana Conté a toujours été soutenu par la France, qui est le fournisseur du matériel anti-émeutes utilisé à maintes reprises contre les manifestations, faisant de nombreuses victimes. La Guinée, sous la coupe du clan présidentiel, tente d'en sortir.

La Guinée est au premier rang mondial pour les gisements de bauxite et en est le deuxième producteur. Le minerai est exploité par un consortium réunissant l'Américain Enron, le Japonais Marubeni et la Compagnie guinéenne, avec la Banque Mondiale. Les profits considérables de cette exploitation vont aux compagnies exploitantes et au clan présidentiel, rien n'est consacré au pays et à ses habitants, qui vivent dans le plus misérable des dénuements.

Devant le risque de voir le pays basculer dans une violence généralisée, l'Union Européenne a invité au dialogue, l'ONU exige des enquêtes, l'OIF (Organisation Internationale de la Francophonie) a manifesté son inquiétude. La France s'est tardivement jointe à ces avertissements.

Nous soutenons le peuple guinéen dans sa lutte pour obtenir un gouvernement soucieux de l'intérêt du pays et des citoyens. Il est temps que la communauté internationale exerce des pressions efficaces sur les dirigeants guinéens auteurs des pillages et des crimes qui oppriment le peuple, pour que les profits de l'exploitation des mines reviennent à l'ensemble des Guinéens et servent à améliorer leurs conditions de vie.

Nous demandons à la France, qui soutient inconsidérément le pouvoir discrédité de Lansana Conté, de ne pas faire obstacle aux légitimes aspirations du peuple guinéen à la démocratie.

Nous demandons notamment qu'elle cesse toute coopération avec la Guinée dans les domaines régaliens tel que l'assistance militaire technique et l'aide à la Gendarmerie, tant que l'Etat guinéen n'aura pas mis en place un système de gouvernance démocratique et instauré l'Etat de droit¹.

Contact presse : Olivier THIMONIER olivier.thimonier@survie-france.org Tél. : 01 44 61 03 25

¹ Cette revendication de conditionner l'aide française au respect de l'Etat de droit et à la gouvernance démocratique, fait partie de l'ensemble des revendications exprimées par une vingtaine d'ONG françaises dont Survie, dans le cadre de la campagne « Etat d'urgence planétaire. Votons pour une France solidaire », coordonnée par le CRID et destinée à interpeller les futurs candidats aux élections présidentielle et législatives en France en 2007 : <http://www.crid.asso.fr/spip.php?mot38>